

PRÉFET DE LA VENDÉE

ARRETE n° 13-DRCTAJ/1- 33

autorisant la SAS GOURMAUD SELECTION à exploiter un élevage de volailles,
sur le territoire de la commune de SAINT PHILBERT DE BOUAINE au lieu-dit " La Belle Etoile "

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment le Livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le Livre IV relatif à la faune et à la flore ;

VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibiers à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 novembre 2009, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09/DDEA-SEMR/173 du 29 juin 2009, relatif au 4^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental de la Vendée ;

VU la demande de la SAS GOURMAUD SELECTION, déposée le 27 décembre 2011, complétée le 6 janvier 2012 et le 29 mars 2012, en vue d'être autorisés à exploiter un élevage de volailles, implanté au lieu-dit " La Belle Etoile " sur le territoire de la commune de SAINT PHILBERT DE BOUAINE ;

VU les plans, cartes et notices annexés au dossier de demande d'autorisation ;

VU les avis émis par les chefs de service administratif consultés en Vendée et Loire-Atlantique ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de ROCHESERVIERE pour la Vendée ainsi que LA PLANCHE, SAINT COLOMBAN, MONTBERT, GENESTON, VIEILLEVIGNE et REMOUILLE pour le département de la Loire Atlantique ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2012 qui a soumis la demande susvisée à l'enquête publique pendant un mois dans la commune de SAINT PHILBERT DE BOUAINE, commune d'implantation ;

VU le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU le rapport en date du 7 janvier 2013, du directeur départemental de la protection des populations de la Vendée, inspecteur des installations classées ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 29 janvier 2013 ;

CONSIDERANT qu'aucune observation contraire au projet n'a été recueillie au cours de l'enquête publique ;

CONSIDERANT que le dossier d'étude d'impact et de dangers répond aux exigences de l'article L512-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la surface d'épandage nécessaire est suffisamment dimensionnée par les parcelles mises à disposition par six exploitants tiers ;

CONSIDERANT que les intéressés n'ont pas présenté d'observation avant le terme du délai de quinze jours qui leur était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté statuant sur leur demande ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Les gérants de la SAS GOURMAUD SELECTION sont autorisés à exploiter un élevage de volailles, implanté au lieu-dit " La Belle Etoile " sur le territoire de la commune de SAINT PHILBERT DE BOUAINE, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté.

L'autorisation d'exploiter est accordée au titre de la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature des installations classées.

Les effectifs en présence simultanée des élevages exploités au sein de l'installation sont les suivants :

Rubrique et/ou seuil de classement	Effectif maximum en présence simultanée	Classement
2111-1 : élevage de volailles de plus de 30000 animaux équivalents	100 000 animaux équivalents (canards reproducteurs et futurs reproducteurs) en 8 bâtiments	A*
1412-2b : gaz inflammables liquéfiés	14 tonnes	DC*

* A : Autorisation

* DC : Déclaration avec contrôle périodique

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies par les états membres, et tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la ressource en eau.

ARTICLE 2 – L'installation est implantée et exploitée conformément aux indications techniques contenues dans le dossier présenté, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit adresser en trois exemplaires au Préfet (bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées (ICPE), une déclaration de début d'exploitation respectant les prescriptions, dès la construction de 6 bâtiments avicoles, représentant une surface totale de 5 900 m².

Toute modification notable du mode de fonctionnement de l'installation, ainsi que toute transformation dans l'état des lieux, sont portées à la connaissance du Préfet, avant leur réalisation, accompagnées des éléments d'appréciation nécessaires.

La réalisation des travaux de construction est subordonnée à l'accomplissement des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de Région (si elles existent).

En cas de découverte fortuite d'éléments du patrimoine archéologique lors des travaux, une déclaration est immédiatement faite auprès du maire de la commune.

Concernant la cession des déjections, la dénonciation d'une des conventions annexées au présent arrêté fait l'objet d'une information immédiate de l'inspecteur des installations classées qui évaluera les nouvelles propositions de l'exploitant et indiquera la procédure nécessaire en vue de poursuivre l'activité d'élevage.

LOCALISATION

ARTICLE 3 – Distance vis à vis des habitations occupées par des tiers

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, les bâtiments d'élevage (*) et leurs annexes (**) sont implantés à plus de 100 mètres des habitations occupées par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

ARTICLE 4 – Autres règles de distance

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, les bâtiments d'élevage (*) et leurs annexes (**) sont implantés à au moins :

- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages et des berges des cours d'eau figurant sur les cartes IGN à l'exception des fossés de marais ;
- 10 mètres des fossés ;
- 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles.

Les bâtiments fixes d'élevage de volailles sont séparés les uns des autres par une distance minimale de 10 mètres.

()bâtiments d'élevage : les locaux d'élevage, les locaux de quarantaine, les couloirs de circulation des animaux, les aires d'exercice, de repos et d'attente des élevages bovins, les quais d'embarquement des élevages porcins, les enclos des élevages de porcs en plein air, ainsi que les enclos et les volières des élevages de volailles où la densité des animaux est supérieure à 0,75 animal équivalent par mètre carré.*

*(**)annexes : les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage, la salle de traite.*

REGLES D'AMENAGEMENT

ARTICLE 5 – L'exploitant prend les dispositions appropriées pour intégrer l'élevage dans le paysage.

ARTICLE 6 – Les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments d'élevage et des installations annexes est suffisante pour permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'au moins un mètre.

Les dispositions des trois alinéas précédents ne s'appliquent pas aux enclos, volières, parcours et bâtiments d'élevage conduits sur litière sèche ou accumulée.

Les ouvrages d'évacuation des effluents (canalisations, caniveaux à lisier, etc...) sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains de tiers.

ARTICLE 7 – Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments (à l'exception du front d'attaque des silos d'ensilage en libre service) sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

ARTICLE 8 – Les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments d'élevage et des annexes, ainsi que les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées, sont collectées par un réseau étanche puis dirigées vers les ouvrages de stockage ou de traitement des effluents ou des eaux résiduaires.

ARTICLE 9 – Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

ARTICLE 10 – Les ouvrages de stockage des effluents

Ils sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Ils sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois au minimum. La capacité de stockage tient compte des périodes d'épandage liées à l'assolement et des besoins agronomiques des cultures.

Les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage si les conditions suivantes sont respectées :

- le fumier a fait au préalable l'objet d'un stockage de 2 mois sous les animaux ou sur une fumière ; cette durée minimale de stockage préalable n'est pas nécessaire pour le fumier de volailles non susceptible d'écoulement ;
- la durée de stockage sur la parcelle d'épandage ne dépasse pas 10 mois ;
- le retour sur un même emplacement n'intervient pas avant un délai de 3 ans ;
- les prescriptions de distance fixées aux articles 3 et 4 du présent arrêté sont respectées ;
- les parcelles où l'épandage est interdit ne peuvent pas être utilisées ;
- les parcelles concernées ne sont pas situées dans une zone inondable, ni dans un périmètre de protection immédiat ou rapproché d'un captage ou d'une retenue destinée à la production d'eau potable (si de tels périmètres ne sont pas définis, une distance minimale de 200 mètres est respectée).

Les fientes de volailles qui à l'issue d'un procédé de séchage fiable et régulier comportent plus de 65 % de matière sèche, peuvent être stockées sur une parcelle d'épandage, dans les mêmes conditions que les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement, si le tas est couvert d'une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz.

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace, et en tant que de besoin, de dispositifs de sécurité permettant de s'en dégager. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle permanent de l'étanchéité.

Les nouveaux ouvrages de stockage des effluents sont conformes au cahier des charges relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.

Des prescriptions de stockage plus sévères pourront être imposées dans certaines zones du département, par l'autorité sanitaire, après avis du Conseil Départemental de l'environnement et des

risques sanitaires et technologiques, pour protéger la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ou la qualité des eaux conchyliques.

REGLES D'EXPLOITATION

ARTICLE 11 – Les déchets de l'exploitation, dont notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) pour l'environnement et pour les populations avoisinantes humaines et animales.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Le brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

ARTICLE 12 – Tout rejet d'effluents non traités dans les eaux superficielles douces et marines est strictement interdit.

Tout rejet direct d'effluents dans les eaux souterraines est interdit.

Pour l'abreuvement des animaux, toute précaution est prise pour éviter la contamination de la ressource en eau. Les abreuvoirs sont disposés ou aménagés en dehors de l'emprise des lits mineurs de cours d'eau.

ARTICLE 13 – L'épandage sur des terres agricoles

Les conditions fixées dans le présent article s'appliquent aux effluents d'élevage faisant l'objet d'une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

1. Dispositions communes

Les programmes d'actions nationaux, régionaux et départementaux à mettre en œuvre afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole sont respectés.

Les apports azotés, toutes origines confondues (organique et minérale), effectués sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation est équilibrée et correspond aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

Conduite en gestion équilibrée la quantité maximale épandue, en tenant compte des déjections restituées aux pâturages par les animaux, ne dépasse pas 170 kg d'azote organique toute origine confondue par an et par hectare de surface agricole utile et 100 kg de phosphore organique par an et par hectare de surface potentiellement épandable.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols n'est dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses, sauf sur la luzerne et sur les prairies d'association graminées-légumineuses.

2. Plan d'épandage

Tout épandage d'effluents organiques est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'un épandage d'effluents organiques. Il démontre que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (référence cadastrale, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;

- l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- une représentation cartographique visualisant les parcelles d'épandage et les surfaces exclues, en différenciant et indiquant les motifs d'exclusion ;
- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- la nature, la quantité et la valeur fertilisante des effluents qui seront épandus ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les conventions de transfert de déjections jointes en annexe sont respectées.

Les déjections de l'élevage objet du présent arrêté sont épandues sur les parcelles dont la liste figure en annexe. La surface autorisée est de **901,21** hectares.

Toute modification notable du plan d'épandage est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

3. Dispositions particulières liées à l'épandage sur les parcelles figurant sur le territoire de la commune de Geneston et Saint Colomban.

L'épandage des lisiers et fumiers de volailles (canards) en provenance de l'élevage de la SAS GOURMAUD SELECTION sont interdits sur ces dites communes.

4. Distances et restrictions

L'épandage des effluents d'élevage et des produits issus de leur traitement est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles pour l'épandage des effluents et des produits issus de leur traitement autres que ceux définis comme fertilisants de type 1 dans l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles. L'épandage des effluents et des produits issus du traitement, définis comme fertilisants de type 1 dans l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 susvisé, est interdit à moins de 35 mètres des piscicultures ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite peut être réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- à moins de 10 mètres des fossés ;
- sur les terrains à forte pente (supérieure ou égale à 7 %) sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- en dehors des terres et des prairies normalement exploitées en vue production agricole ;
- par aéro-aspiration, sauf pour les eaux issues du traitement des effluents, sous réserve que le dispositif utilisé ne génère pas d'aérosol ;
- les samedis, dimanches et jours fériés ;
- pendant les mois de juillet et d'août.

Les prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau sont respectées.

ARTICLE 14 – Distances d'épandage vis à vis des habitations occupées par des tiers

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents, et d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades et terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), sont fixées dans le tableau suivant :

	DISTANCE MINIMALE	DELAI MAXIMAL d'enfouissement après épandage sur terres nues
• Composts	10 mètres	enfouissement non imposé
• Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé	15 mètres	immédiat
• Fumiers de bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au moins deux mois • Effluents issus du traitement et/ou ayant fait l'objet d'un procédé atténuant les odeurs	50 mètres	24 heures
• Autres fumiers de bovins et porcins • Fumiers de volailles après un stockage d'au moins deux mois • Fientes à plus de 65 % de matière sèche • Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol du type pendillards est utilisé • Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents	50 mètres	12 heures
• Autres cas	100 mètres	24 heures

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des fientes à plus de 65 % de matière sèche, et d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), est de 100 mètres lorsque cet épandage est effectué sur prairies et terres en cultures sans enfouissement sous 12 heures.

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents sont suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus à l'exception des composts.

ARTICLE 15 – Compostage en établissement d'élevage

Les distances minimales définies à l'article du présent arrêté relatif aux distances d'épandage vis à vis des habitations occupées par des tiers s'appliquent aux composts élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- les andains font l'objet d'au moins deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains est supérieure à 55°C pendant 15 jours ou à 50°C pendant 6 semaines ; l'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain ;
- le compostage est réalisé sur une aire ou une fosse pour les lisiers, permettant de récupérer les liquides d'égouttage qui sont soit utilisés pour l'humidification des andains, soit dirigés vers les ouvrages de stockage ou de traitement des effluents ; cette disposition ne s'applique pas au compostage des fumiers compacts non susceptibles d'écoulement ;
- les résultats des prises de température sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

Le compostage peut être pratiqué sur un site extérieur en situation régulière au titre du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le relevé des quantités livrées et les dates de livraison.

ARTICLE 16 – Autosurveillance concernant l'épandage

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers.

Remarque : Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale (notamment pour ce qui concerne les successions et les apports organiques) et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage regroupe les informations suivantes relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation :

- le bilan global de fertilisation ;
- l'identification des parcelles réceptrices de déjection ;
- les superficies effectivement épandues ;
- les dates d'épandage ;
- la nature des cultures ;
- les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Des analyses des effluents épandus sont réalisées chaque année et/ou à chaque changement d'espèce ou de litière. Les résultats sont conservés pour être présentés à l'inspection, une copie doit être fournie à chaque repreneur de ces déjections.

Le cahier d'épandage, est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ce cahier est en outre adressé annuellement à l'inspecteur des installations classées réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement.

Pour les effluents d'élevage épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage contient un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

Un plan prévisionnel des épandages d'azote organique et minéral prévoyant les quantités et les moments des apports est établi chaque année.

ARTICLE 17 – Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 18 – La défense incendie

L'accessibilité des bâtiments est assurée par des voies carrossables permettant le cheminement des engins de secours. Les caractéristiques minimales sont les suivantes :

- résistance mécanique : 16 tonnes
- largeur : 3 mètres
- hauteur : 3,5 mètres
- pente inférieure à 10 %.

A l'extérieur des bâtiments, la défense incendie est assurée par :

⇒ un poteau d'incendie situé à 200 m maximum de l'accès des bâtiments, ayant un diamètre de 100 mm, un débit minimum de 60 m³/heure sous une pression dynamique de 1 bar ;

ou

⇒ une réserve d'eau permettant d'utiliser un volume de 120 m³ d'eau pendant 2 heures et accessible en toute circonstance par les engins pompe à partir d'une voie d'accès ou d'une plate-forme stabilisée ; les conditions géométriques de la réserve d'eau sont :

- distance d'implantation maximum : 200 m
- hauteur d'aspiration maximum : 6 m
- hauteur d'eau minimum : 0,80 m.

L'accès à la réserve d'eau comporte les mêmes caractéristiques minimales que l'accès au bâtiment.

La surface au sol de la zone d'aspiration est de 32 m²

A l'intérieur des bâtiments, la défense incendie est assurée par des extincteurs portatifs adaptés aux risques.

Un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes avec la mention «Ne pas se servir sur flamme gaz» est mis en place à proximité des installations de stockage de fuel ou de gaz.

Un extincteur portatif «dioxyde de carbone» de 2 à 6 kilogrammes est mis en place à proximité des armoires ou locaux électriques.

Ces extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les consignes suivantes sont affichées à l'entrée des bâtiments :

- le numéro d'appel des sapeurs pompiers : 18
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17
- le numéro d'appel du SAMU : 15
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

La réglementation en vigueur relative à l'utilisation de radiants fonctionnant au gaz dans un bâtiment d'élevage avicole est respectée.

Il est interdit de supprimer le thermocouple des radiants de chauffage. Ces panneaux sont fixés à l'aide de deux chaînettes.

ARTICLE 19 – L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Elle fait l'objet de lavages réguliers en tant que de besoin.

Les bâtiments sont correctement ventilés. Les systèmes de ventilation des bâtiments fermés sont étudiés et réalisés de manière à ne pas rejeter l'air en direction des habitations riveraines les plus proches occupées par des tiers.

Toutes les mesures appropriées sont prises pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

ARTICLE 20 – En cas d'emploi de personnel salarié ou de personnel appartenant à des entreprises extérieures, un local sanitaire avec lavabo, douche, toilettes et vestiaire est aménagé conformément aux dispositions des articles R 4228-1 à R 4228-16 et R 4225-7 du code du travail.

ARTICLE 21 – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (produits pétroliers, pesticides, engrais ...) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la capacité des réservoirs. Cette disposition ne s'applique pas aux installations de stockage des effluents d'élevage.

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

ARTICLE 22 – L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

Les plans de dératisation et de désinsectisation contenant les rythmes et les moyens d'intervention sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 23 – Le Bruit

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'installation ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence reste inférieure aux valeurs suivantes :

* pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 min	10
20 min < T < 45 min	9
45 min < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

* pour la période allant de 22 h à 6 h : l'émergence maximale admissible est de 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

Remarque : l'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement ; les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent (Leq).

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tout point de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin terrasse, etc) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation, sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 24 – Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (volailles, porcelets) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de tout autre activité et réservé à cet usage. Lorsque l'enlèvement est différé (sauf mortalité exceptionnelle), les animaux morts sont stockés dans un récipient fermé, étanche, à température négative, destiné à ce seul usage et identifié.

En vue de leur enlèvement, les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés sur un emplacement accessible pour l'équarrisseur, facile à nettoyer et à désinfecter.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

ARTICLE 25 – En cas de cessation de l'exploitation, la remise en état du site consiste en l'évacuation dans des conditions réglementaires des fumiers et lisiers, des aliments du bétail, des produits susceptibles de polluer l'environnement, et selon la destination du site, de la limitation des accès.

ARTICLE 26 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 27 – Validité et recours

La présente autorisation devient caduque si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai maximum de trois ans à dater de la notification du présent arrêté, ainsi que dans le cas où l'établissement vient, sauf le cas de force majeure, à cesser son exploitation pendant deux années consécutives.

Conformément à l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement, cette décision peut être déférée à la juridiction administrative, tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce délai est, pour les tiers, les communes intéressées ou leurs groupement, fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la décision, prolongé de six mois après la mise en service régulière.

L'exploitant doit adresser en trois exemplaires, au Préfet (bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées ICPE), une déclaration de début d'exploitation dès que les aménagements et équipements permettant la mise en service effective de l'installation, tels qu'ils ont été précisés à l'article 2 du présent arrêté, auront été réalisés.

ARTICLE 28 – Quatre ampliations du présent arrêté seront adressées au Maire de ST PHILBERT DE BOUAINE :

- deux pour notification aux intéressés ;
- une pour être affichée, pendant un mois, à la porte de la mairie ;
- une pour être conservée aux archives communales où toute personne pourra en prendre connaissance.

ARTICLE 29 – Un avis informant le public de la signature du présent arrêté est publié par les soins du Préfet et aux frais des pétitionnaires, dans deux journaux paraissant dans le département.

ARTICLE 30 – Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le directeur départemental de la protection des populations de la Vendée et de Loire Atlantique, les inspecteurs des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera en outre transmis, pour information, au directeur départemental des territoires et de la mer, à la directrice générale de l'agence régionale de santé des Pays-de-la-Loire, délégation territoriale de Vendée, au directeur départemental des services d'incendie et de secours et au commissaire enquêteur.

Fait à La ROCHE-sur-YON, le 25 FEV. 2013



Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François PESNEAU

ARRETE n° 13-DRCTAJ/1- 33 autorisant les gérants de la SAS GOURMAUD SELECTION à exploiter un élevage de volailles (canards reproducteurs et futurs reproducteurs) à SAINT PHILBERT DE BOUAINE au lieu-dit La Belle Etoile .

CONVENTION RECIPROQUE DE RECEPTION ET DE LIVRAISON DE DEJECTIONS ANIMALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

M. (1)

GAEC VAL DE ROCHE « La Roche Cholard » 85660 St-Philbert-de-Bouaine.....
Le Réceptionnaire, d'une part

et

M. (1)

SAS GOURMAUD SELECTION « La Seigneurtière » 85260 St-André-Trelze-Voies.....
Le Livreur, d'autre part

1. OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC VAL DE ROCHE réceptionnaire, déclare donner son accord à la SAS GOURMAUD SELECTION livreur, pour l'épandage des déjections issues de son élevage sur les parcelles exploitées par lui-même, à compter de *17.8.22* ha.....

SAS GOURMAUD SELECTION livreur, s'engage à livrer les déjections de son élevage
Type de déjections (lisier, fumier, fientes) : *lisier de canards reproducteurs... et... Fumier...*
Quantité annuelle, composition fertilisante moyenne : ou 8 480 kg N et 5 950 kg P₂O₅.

2. DESIGNATION DES BIENS FAISANT L'OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC VAL DE ROCHE réceptionnaire, s'engage à prendre livraison des déjections précisées ci-dessus sur les parcelles exploitées par lui-même (voir liste d'épandage).

3. DUREE

Le présent contrat est établi pour une durée de (2) *5* ans.

Il prendra fin moyennant congé adressé 6 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception. Faute de congé, le présent contrat se renouvellera par tacite reconduction, pour une durée de *5* ans.

4. MODALITES D'EXERCICE : REGLEMENTATION, TRANSPORT, CONDITIONS PARTICULIERES

Le réceptionnaire pour le Fumier
L'épandage sera réalisé par *ET* *Fumier pour le lisier* dans le respect des textes réglementaires provenant tant de la réglementation des Installations Classées que des obligations du Code de Bonnes Pratiques Agricoles applicable en zones vulnérables, notamment le respect des distances, des périodes et des quantités autorisées, sous peine d'engager sa responsabilité.

(1) Nom, Prénom, adresse. Si société, préciser la dénomination sociale et le nom du gérant

(2) La durée minimale ne peut être inférieure à cinq ans.

DE

En zones vulnérables, le fournisseur SAS GOURMAUD SELECTION s'engage selon la réglementation vendéenne à fournir à son repreneur une analyse du produit et à la renouveler dans le cas de changement de produit (espèce ou litière).

Celui qui assure l'épandage fait son affaire personnelle des dommages causés par l'épandage.

La tenue du cahier d'épandage sera assurée par le GAEC VAL DE ROCHE (3). Ce cahier précise les dates, doses, délais d'enfouissement et indications des parcelles réceptrices.

(Si le récepteur assure l'épandage sur ses parcelles, il devra s'engager par cette convention à remplir un cahier d'épandage sur les parcelles mises à disposition et à en remettre une copie, à la fin de chaque année, au livreur des déjections, responsable du plan d'épandage).

Le récepteur pour le Fumier

Le transport des déjections sera assuré par *...E.T.A. Finkeam... pour le litière...* Celui qui assure le transport le fait sous sa propre responsabilité et fait son affaire personnelle des assurances.

5. RESILIATION

En dehors du cas prévu à l'article 3, chacun des contractants pourra résilier le contrat en cours à condition de prévenir l'autre par congé adressé 6 mois avant l'arrêt à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant la raison.

Le récepteur s'engage à informer le livreur et l'inspecteur des installations Classées des modifications juridiques intervenues pendant la durée et à la fin de la convention.

6. LITIGES

En cas de non respect des obligations par l'une ou l'autre des parties, la partie qui s'estime lésée pourra après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demander au tribunal compétent, l'exécution de celle-ci ou obtenir sa résiliation.

7. ENREGISTREMENT

Les parties contractantes déclarent soumettre la présente convention à l'enregistrement au droit fixe par actes innomés.

Les frais liés à cette convention seront supportés par moitié par les parties à la convention.

(signature des deux parties, précédée de la mention « Lu et approuvé »).

Fait à *Vireuil sur Sarthe*, le *16/12/11*

Le Livreur

« lu et approuvé »
ORVIA
S.A.S. GOURMAUD SELECTION
La Selgnerie
85230 ST-AVERTIN-Trois-Voies
FRANCE

Le Récepteur

lu et
GAEC VAL-ROCHE
ROYER et GABORIAUD
La Roche Groland
85660 ST-PHILBERT DE BOUAIN
Tél/Fax : 02 51 41 95 82
N° Siret 400 778 307 00011 0152

(3) Si livreur, le récepteur devra fournir au livreur, à chaque épandage, les indications nécessaires à la tenue du cahier d'épandage.

PLAN D'EPANDAGE D'EFFLUENTS D'ELEVAGE									
RELEVÉ PARCELLAIRE									
GOURMAUD SELECTION									
"La Saugnacière"									
65280 - Saint-André-Trois-Villes									
Mises à disposition :									
- GAEC GRIMAUD									
- GAEC MACNELO									
- GAEC DES ETANGS									
- GAEC LE COQUELAIT									
- GAEC VAL DE ROCHE									
- GAEC CHAUDRY									
Mises à disposition :									
- "Landes" 85850 - Saint-Philbert-de-Bouaine									
- "La Maison Neuve" 85850 - Saint-Philbert-de-Bouaine									
- "La Borne" 44140 - La Planchette									
- "La Haute Sauvignole" 44140 - La Planchette									
- "La Roche Chetard" 85660 - Saint-Philbert-de-Bouaine									
- "S. Landes" 44140 - La Planchette									
Page	Titre	Contenance	Sect.	4° parcelle	Exploitant	Surface initiale	Surface après réduction	Surface après réduction	Surface après réduction
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
7	7	7	7	7	7	7	7	7	7
8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
13	13	13	13	13	13	13	13	13	13
14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
16	16	16	16	16	16	16	16	16	16
17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
18	18	18	18	18	18	18	18	18	18
19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
21	21	21	21	21	21	21	21	21	21
22	22	22	22	22	22	22	22	22	22
23	23	23	23	23	23	23	23	23	23
24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
25	25	25	25	25	25	25	25	25	25
26	26	26	26	26	26	26	26	26	26
27	27	27	27	27	27	27	27	27	27
28	28	28	28	28	28	28	28	28	28
29	29	29	29	29	29	29	29	29	29
30	30	30	30	30	30	30	30	30	30
31	31	31	31	31	31	31	31	31	31
32	32	32	32	32	32	32	32	32	32
33	33	33	33	33	33	33	33	33	33
34	34	34	34	34	34	34	34	34	34
35	35	35	35	35	35	35	35	35	35
36	36	36	36	36	36	36	36	36	36
37	37	37	37	37	37	37	37	37	37
38	38	38	38	38	38	38	38	38	38
39	39	39	39	39	39	39	39	39	39
40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
41	41	41	41	41	41	41	41	41	41
42	42	42	42	42	42	42	42	42	42
43	43	43	43	43	43	43	43	43	43
44	44	44	44	44	44	44	44	44	44
45	45	45	45	45	45	45	45	45	45
46	46	46	46	46	46	46	46	46	46
47	47	47	47	47	47	47	47	47	47
48	48	48	48	48	48	48	48	48	48
49	49	49	49	49	49	49	49	49	49
50	50	50	50	50	50	50	50	50	50
51	51	51	51	51	51	51	51	51	51
52	52	52	52	52	52	52	52	52	52
53	53	53	53	53	53	53	53	53	53
54	54	54	54	54	54	54	54	54	54
55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
56	56	56	56	56	56	56	56	56	56
57	57	57	57	57	57	57	57	57	57
58	58	58	58	58	58	58	58	58	58
59	59	59	59	59	59	59	59	59	59
60	60	60	60	60	60	60	60	60	60
61	61	61	61	61	61	61	61	61	61
62	62	62	62	62	62	62	62	62	62
63	63	63	63	63	63	63	63	63	63
64	64	64	64	64	64	64	64	64	64
65	65	65	65	65	65	65	65	65	65
66	66	66	66	66	66	66	66	66	66
67	67	67	67	67	67	67	67	67	67
68	68	68	68	68	68	68	68	68	68
69	69	69	69	69	69	69	69	69	69
70	70	70	70	70	70	70	70	70	70
71	71	71	71	71	71	71	71	71	71
72	72	72	72	72	72	72	72	72	72
73	73	73	73	73	73	73	73	73	73
74	74	74	74	74	74	74	74	74	74
75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
76	76	76	76	76	76	76	76	76	76
77	77	77	77	77	77	77	77	77	77
78	78	78	78	78	78	78	78	78	78
79	79	79	79	79	79	79	79	79	79
80	80	80	80	80	80	80	80	80	80
81	81	81	81	81	81	81	81	81	81
82	82	82	82	82	82	82	82	82	82
83	83	83	83	83	83	83	83	83	83
84	84	84	84	84	84	84	84	84	84
85	85	85	85	85	85	85	85	85	85
86	86	86	86	86	86	86	86	86	86
87	87	87	87	87	87	87	87	87	87
88	88	88	88	88	88	88	88	88	88
89	89	89	89	89	89	89	89	89	89
90	90	90	90	90	90	90	90	90	90
91	91	91	91	91	91	91	91	91	91
92	92	92	92	92	92	92	92	92	92
93	93	93	93	93	93	93	93	93	93
94	94	94	94	94	94	94	94	94	94
95	95	95	95	95	95	95	95	95	95
96	96	96	96	96	96	96	96	96	96
97	97	97	97	97	97	97	97	97	97
98	98	98	98	98	98	98	98	98	98
99	99	99	99	99	99	99	99	99	99
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Plan de localisation des parcelles concernées par
réaménagement d'effluents d'élevage

GOURMAUD SELECTION

"La Saignourrière" 85260 - Saint André Trois Villes



LEZARD - Fond de placenta (CM - Emale 1/75000)

----- Lignes de commune

■ Localisation du che d'élevage

Localisation des parcelles concernées par l'aménagement d'effluents :



SAINT VAL DE NOCHE

▲ Copropriété ALP

Zones non affectées d'effluents
d'origine agricole ou
industrielle

----- Immatriculation

----- Propriété

----- Propriété complémentaire

ZONE 1

ZONE 2

ZONE 3

ZONE 4

ZONE 5

ZONE 6

ZONE 7

ZONE 8

ZONE 9

ZONE 10

ZONE 11

ZONE 12

ZONE 13

ZONE 14

ZONE 15

ZONE 16

ZONE 17

ZONE 18

ZONE 19

ZONE 20

ZONE 21

ZONE 22

ZONE 23

ZONE 24

ZONE 25

ZONE 26

ZONE 27

ZONE 28

ZONE 29

ZONE 30

ZONE 31

ZONE 32

ZONE 33

ZONE 34

ZONE 35

ZONE 36

ZONE 37

ZONE 38

ZONE 39

ZONE 40

ZONE 41

ZONE 42

ZONE 43

ZONE 44

ZONE 45

ZONE 46

ZONE 47

ZONE 48

ZONE 49

ZONE 50

ZONE 51

ZONE 52

ZONE 53

ZONE 54

ZONE 55

ZONE 56

ZONE 57

ZONE 58

ZONE 59

ZONE 60

ZONE 61

ZONE 62

ZONE 63

ZONE 64

ZONE 65

ZONE 66

ZONE 67

ZONE 68

ZONE 69

ZONE 70

ZONE 71

ZONE 72

ZONE 73

ZONE 74

ZONE 75

ZONE 76

ZONE 77

ZONE 78

ZONE 79

ZONE 80

ZONE 81

ZONE 82

ZONE 83

ZONE 84

ZONE 85

ZONE 86

ZONE 87

ZONE 88

ZONE 89

ZONE 90

ZONE 91

ZONE 92

ZONE 93

ZONE 94

ZONE 95

ZONE 96

ZONE 97

ZONE 98

ZONE 99

ZONE 100

ZONE 101

ZONE 102

ZONE 103

ZONE 104

ZONE 105

ZONE 106

ZONE 107

ZONE 108

ZONE 109

ZONE 110

ZONE 111

ZONE 112

ZONE 113

ZONE 114

ZONE 115

ZONE 116

ZONE 117

ZONE 118

ZONE 119

ZONE 120

ZONE 121

ZONE 122

ZONE 123

ZONE 124

ZONE 125

ZONE 126

ZONE 127

ZONE 128

ZONE 129

ZONE 130

ZONE 131

ZONE 132

ZONE 133

ZONE 134

ZONE 135

ZONE 136

ZONE 137

ZONE 138

ZONE 139

ZONE 140

ZONE 141

ZONE 142

ZONE 143

ZONE 144

ZONE 145

ZONE 146

ZONE 147

ZONE 148

ZONE 149

ZONE 150

ZONE 151

ZONE 152

ZONE 153

ZONE 154

ZONE 155

ZONE 156

ZONE 157

ZONE 158

ZONE 159

ZONE 160

ZONE 161

ZONE 162

ZONE 163

ZONE 164

ZONE 165

ZONE 166

ZONE 167

ZONE 168

ZONE 169

ZONE 170

ZONE 171

ZONE 172

ZONE 173

ZONE 174

ZONE 175

ZONE 176

ZONE 177

ZONE 178

ZONE 179

ZONE 180

ZONE 181

ZONE 182

ZONE 183

ZONE 184

ZONE 185

ZONE 186

ZONE 187

ZONE 188

ZONE 189

ZONE 190

ZONE 191

ZONE 192

ZONE 193

ZONE 194

ZONE 195

ZONE 196

ZONE 197

ZONE 198

ZONE 199

ZONE 200

ZONE 201

ZONE 202

ZONE 203

ZONE 204

ZONE 205

ZONE 206

ZONE 207

ZONE 208

ZONE 209

ZONE 210

ZONE 211

ZONE 212

ZONE 213

ZONE 214

ZONE 215

ZONE 216

ZONE 217

ZONE 218

ZONE 219

ZONE 220

ZONE 221

ZONE 222

ZONE 223

ZONE 224

ZONE 225

ZONE 226

ZONE 227

ZONE 228

ZONE 229

ZONE 230

ZONE 231

ZONE 232

ZONE 233

ZONE 234

ZONE 235

ZONE 236

ZONE 237

ZONE 238

ZONE 239

ZONE 240

ZONE 241

ZONE 242

ZONE 243

ZONE 244

ZONE 245

ZONE 246

ZONE 247

ZONE 248

ZONE 249

ZONE 250

ZONE 251

ZONE 252

ZONE 253

ZONE 254

ZONE 255

ZONE 256

ZONE 257

ZONE 258

ZONE 259

ZONE 260

ZONE 261

ZONE 262

ZONE 263

ZONE 264

ZONE 265

ZONE 266

ZONE 267

ZONE 268

ZONE 269

ZONE 270

ZONE 271

ZONE 272

ZONE 273

ZONE 274

ZONE 275

ZONE 276

ZONE 277

ZONE 278

ZONE 279

ZONE 280

ZONE 281

ZONE 282

ZONE 283

ZONE 284

ZONE 285

ZONE 286

CONVENTION RECIPROQUE DE RECEPTION ET DE LIVRAISON DE DEJECTIONS ANIMALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

M. (1)
GAEC CHAUDRY « 3, Latrie » 44140 La Planché.....
Le Réceptionnaire, d'une part

et

M. (1)
SAS GOURMAUD SELECTION « La Selgneurtière » 85260 St-André-Trelze-Voies.....
Le Livreur, d'autre part

1. OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC CHAUDRY réceptionnaire, déclare donner son accord à la SAS GOURMAUD SELECTION livreur, pour l'épandage des déjections issues de son élevage sur les parcelles exploitées par lui-même, à compter de 17.3.62.52.....

SAS GOURMAUD SELECTION livreur, s'engage à livrer les déjections de son élevage
Type de déjections (lisier, fumier, fientes) : lisier de canards reproducteurs... et... Sumier.....
Quantité annuelle, composition fertilisante moyenne : ou 4 900 kg N et 3 450 kg P₂O₅.

2. DESIGNATION DES BIENS FAISANT L'OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC CHAUDRY réceptionnaire, s'engage à prendre livraison des déjections précisées ci-dessus sur les parcelles exploitées par lui-même (voir liste d'épandage).

3. DUREE

Le présent contrat est établi pour une durée de (2) 5 ans.

Il prendra fin moyennant congé adressé 6 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception. Faute de congé, le présent contrat se renouvellera par tacite reconduction, pour une durée de 5 ans.

4. MODALITES D'EXERCICE : REGLEMENTATION, TRANSPORT, CONDITIONS PARTICULIERES

L'épandage sera réalisé par le réceptionnaire pour le fumier
..... E.T.A. Fumier pour le lisier dans le respect des textes réglementaires provenant tant de la réglementation des Installations Classées que des obligations du Code de Bonnes Pratiques Agricoles applicable en zones vulnérables, notamment le respect des distances, des périodes et des quantités autorisées, sous peine d'engager sa responsabilité.

(1) Nom, Prénom, adresse. Si société, préciser la dénomination sociale et le nom du gérant

(2) La durée minimale ne peut être inférieure à cinq ans.

En zones vulnérables, le fournisseur SAS GOURMAUD SELECTION s'engage selon la réglementation vendéenne à fournir à son repreneur une analyse du produit et à la renouveler dans le cas de changement de produit (espèce ou litère).

Celui qui assure l'épandage fait son affaire personnelle des dommages causés par l'épandage.

La tenue du cahier d'épandage sera assurée par le GAEC CHAUDRY (3). Ce cahier précise les dates, doses, délais d'enfouissement et indications des parcelles réceptrices.

(Si le récepteur assure l'épandage sur ses parcelles, il devra s'engager par cette convention à remplir un cahier d'épandage sur les parcelles mises à disposition et à en remettre une copie, à la fin de chaque année, au livreur des déjections, responsable du plan d'épandage).

Le récepteur pour le fumer

Le transport des déjections sera assuré par *E.T.A. Fielem pour le fumer*. Celui qui assure le transport le fait sous sa propre responsabilité et fait son affaire personnelle des assurances.

5. RESILIATION

En dehors du cas prévu à l'article 3, chacun des contractants pourra résilier le contrat en cours à condition de prévenir l'autre par congé adressé 6 mois avant l'arrêt à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant la raison.

Le récepteur s'engage à informer le livreur et l'inspecteur des installations Classées des modifications juridiques intervenues pendant la durée et à la fin de la convention.

6. LITIGES

En cas de non respect des obligations par l'une ou l'autre des parties, la partie qui s'estime lésée pourra après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demander au tribunal compétent, l'exécution de celle-ci ou obtenir sa résiliation.

7. ENREGISTREMENT

Les parties contractantes déclarent soumettre la présente convention à l'enregistrement au droit fixe par actes innomés.

Les frais liés à cette convention seront supportés par moitié par les parties à la convention.

(signature des deux parties, précédée de la mention « Lu et approuvé »).

Fait à *Vieilleville*, le *16/12/11*

Le Livreur

« lu et approuvé »
ONIA
S.A.S. GOURMAUD SELECTION
La Chapelle-Neuve
85260 St André-Treize-Voies
FRANCE

Le Récepteur

« lu et approuvé »
La M. Approuvé

(3) Si livreur, le récepteur devra fournir au livreur, à chaque épandage, les indications nécessaires à la tenue du cahier d'épandage.

PLAN DEPANDAGE D'EFFLUENTS D'ELEVAGE									
RELEVÉ PARCELLAIRE									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									
APRÈS TRAITEMENT									

Plan de localisation des parcelles concernées par l'épandage d'effluents d'élevage

GOURMAUD SELECTION

'La Seigneurie' 85280 - Saint André Trilza Vales

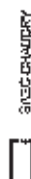


LESCAMP - Fond de plan carte ASP - Dated 1/25000

Limites communales

Localisation du site d'épandage

Localisation des parcelles concernées par l'épandage d'effluents :



A. Capter les AEP

Zones vulnérables d'effluents
Code des fondations et
des parcelles

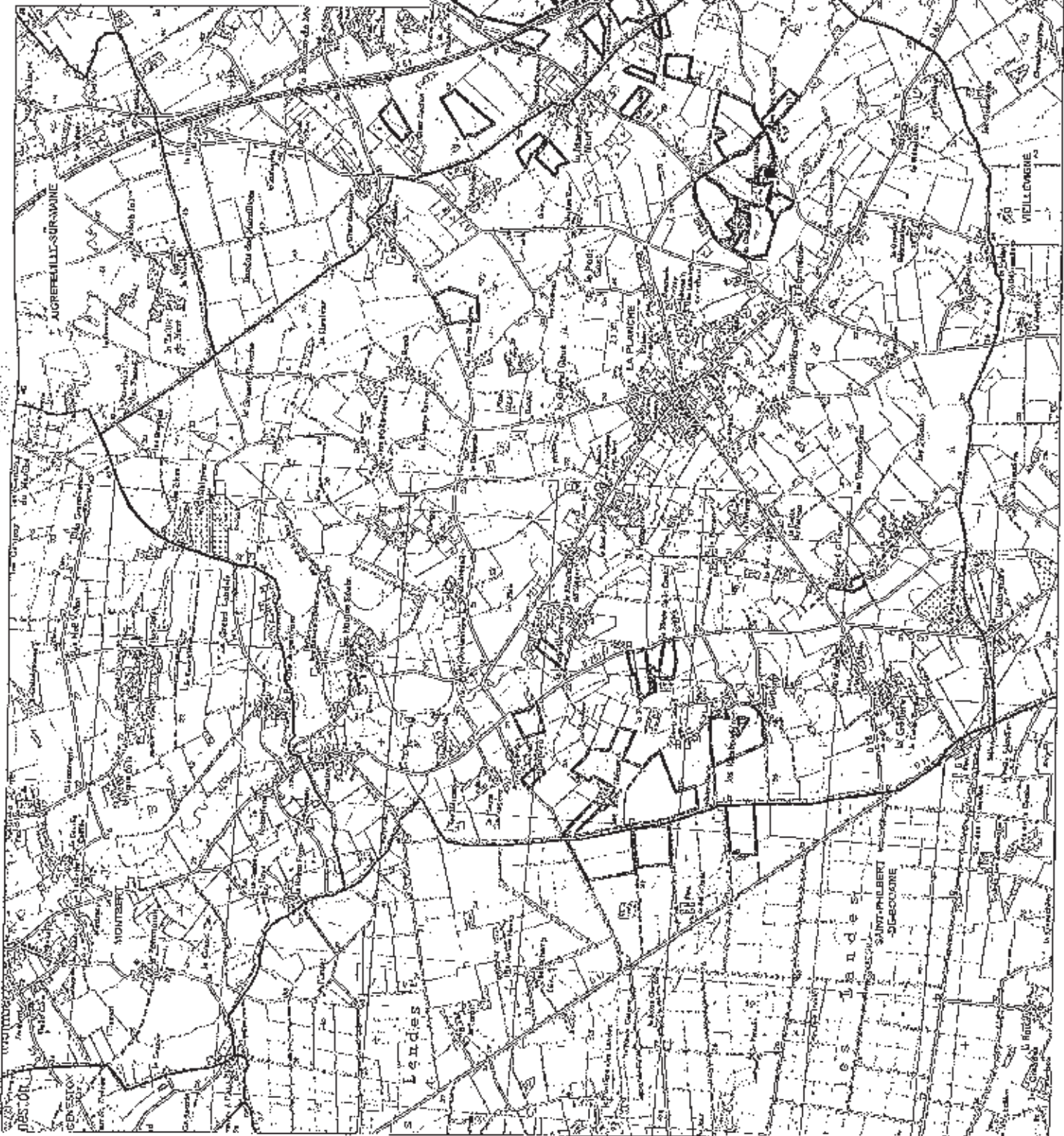
Pré-fonction

Propriété

Appartenance communale

ZNIEST type 1

ZNIEST type 2



CONVENTION RECIPROQUE DE RECEPTION ET DE LIVRAISON DE DEJECTIONS ANIMALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

M. (1) GAEC MAINELO « La Maison Neuve » 85660 St-Philbert-de-Bouaine.....
Le Réceptionnaire, d'une part

et

M. (1) SAS GOURMAUD SELECTION « La Selgnotière » 85260 St-André-Treize-Voies.....
Le Livreur, d'autre part

1. OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC MAINELO réceptonnaire, déclare donner son accord à la SAS GOURMAUD SELECTION livreur, pour l'épandage des déjections issues de son élevage sur les parcelles exploitées par lui-même, à compter de 01/01/2008.

SAS GOURMAUD SELECTION livreur, s'engage à livrer les déjections de son élevage
Type de déjections (lisier, fumier, fientes) : lisier de canards reproducteurs
Quantité annuelle, composition fertilisante moyenne : ou 3 400 kg N et 2 394 kg P₂O₅.

2. DESIGNATION DES BIENS FAISANT L'OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC MAINELO réceptonnaire, s'engage à prendre livraison des déjections précisées ci-dessus sur les parcelles exploitées par lui-même (voir liste d'épandage).

3. DUREE

Le présent contrat est établi pour une durée de (2) 5 ans.

Il prendra fin moyennant congé adressé 6 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception. Faute de congé, le présent contrat se renouvellera par tacite reconduction, pour une durée de 5 ans.

4. MODALITES D'EXERCICE : REGLEMENTATION, TRANSPORT, CONDITIONS PARTICULIERES

L'épandage sera réalisé par le Réceptonnaire pour le Fumier
L'épandage sera réalisé par G.A. Faisan pour le lisier dans le respect des textes réglementaires provenant tant de la réglementation des Installations Classées que des obligations du Code de Bonnes Pratiques Agricoles applicable en zones vulnérables, notamment le respect des distances, des périodes et des quantités autorisées, sous peine d'engager sa responsabilité.

(1) Nom, Prénom, adresse. Si société, préciser la dénomination sociale et le nom du gérant

(2) La durée minimale ne peut être inférieure à cinq ans.

En zones vulnérables, le fournisseur SAS GOURMAUD SELECTION s'engage selon la réglementation vendéenne à fournir à son repreneur une analyse du produit et à la renouveler dans le cas de changement de produit (espèce ou litière).

Celui qui assure l'épandage fait son affaire personnelle des dommages causés par l'épandage.

La tenue du cahier d'épandage sera assurée par le GAEC MAINELO (3). Ce cahier précise les dates, doses, délais d'enfouissement et indications des parcelles réceptonnaires.

(Si le réceptonnaire assure l'épandage sur ses parcelles, il devra s'engager par cette convention à remplir un cahier d'épandage sur les parcelles mises à disposition et à en remettre une copie, à la fin de chaque année, au livreur des déjections, responsable du plan d'épandage).

Le transport des déjections sera assuré par *Le réceptonnaire pour le Finistère* *E.T.A. Bateau pour le Liliès*..... Celui qui assure le transport le fait sous sa propre responsabilité et fait son affaire personnelle des assurances.

5. RESILIATION

En dehors du cas prévu à l'article 3, chacun des contractants pourra résilier le contrat en cours à condition de prévenir l'autre par congé adressé 6 mois avant l'arrêt à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant la raison.

Le réceptonnaire s'engage à informer le livreur et l'inspecteur des installations Classées des modifications juridiques intervenues pendant la durée et à la fin de la convention.

6. LITIGES

En cas de non respect des obligations par l'une ou l'autre des parties, la partie qui s'estime lésée pourra après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demander au tribunal compétent, l'exécution de celle-ci ou obtenir sa résiliation.

7. ENREGISTREMENT

Les parties contractantes déclarent soumettre la présente convention à l'enregistrement au droit fixe par actes innomés.

Les frais liés à cette convention seront supportés par moitié par les parties à la convention.

(signature des deux parties, précédée de la mention « Lu et approuvé »).

Fait à *Vieille-Vigne*..... le *16/12/11*.....

Le Livreur

Le Réceptonnaire

Lu et approuvé
SAS GOURMAUD SELECTION
La Courbe
85200 GRAND-ETREZ-VOIES
FRANCE

Lu et Approuvé

(3) Si livreur, le réceptonnaire devra fournir au livreur, à chaque épandage, les indications nécessaires à la tenue du cahier d'épandage.

Plan de localisation des parcelles concernées par l'épandage d'affluents d'épandage

GOURMAUD SELECTION

"La Soigneurière" 85260 - Saint André Treize Villes



LA SOUDRE - Sud de plan n° 85N - 85338 1/25000

Limite du territoire

Localisation du site d'épandage

Localisation des parcelles concernées par l'épandage d'affluents

SINCE MOUELO

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

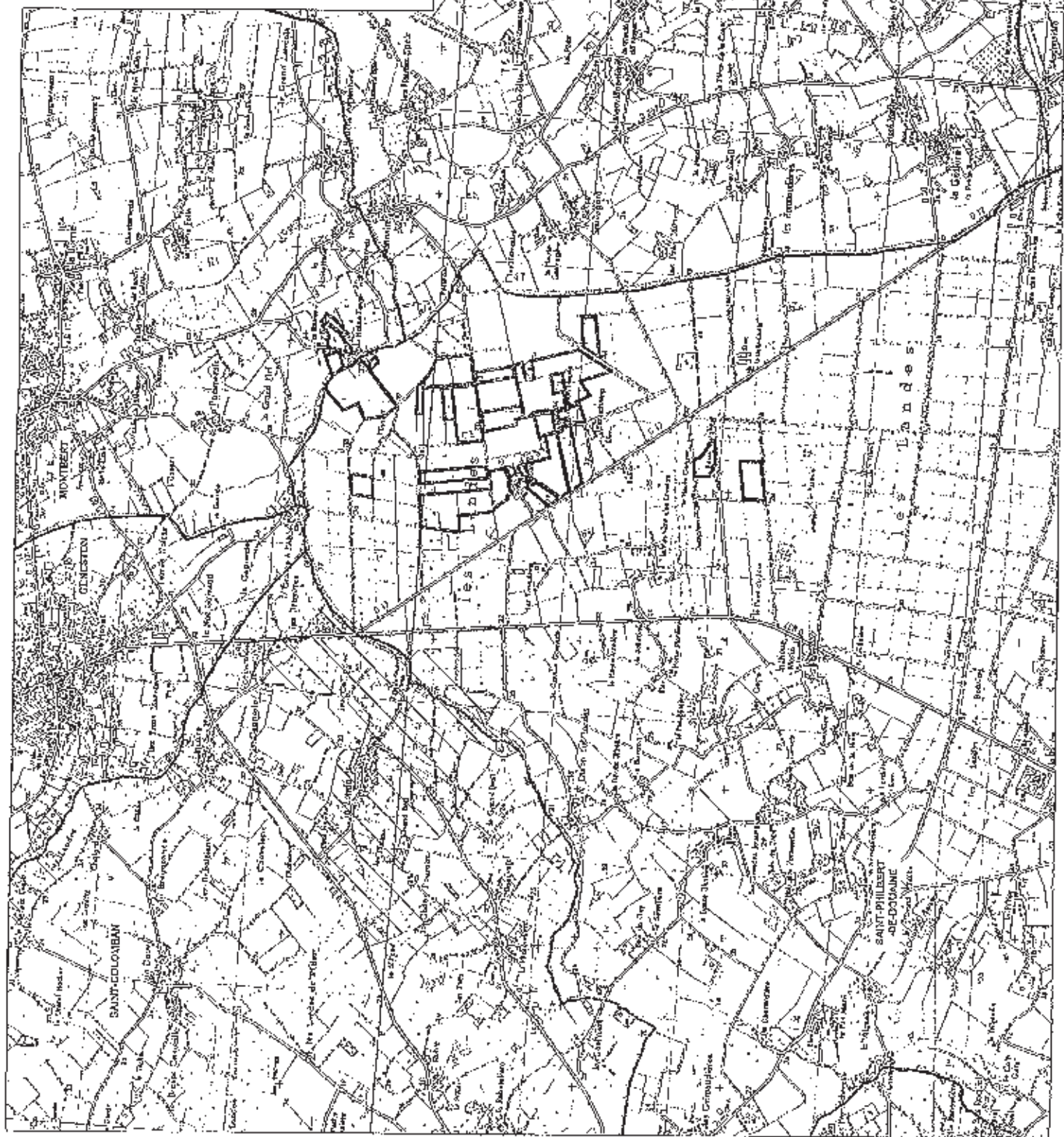
Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente

Zone d'attente d'attente
d'attente d'attente
d'attente



CONVENTION RECIPROQUE DE RECEPTION ET DE LIVRAISON DE DEJECTIONS ANIMALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

M. (1) GAEC DES ETANGS « La Barre » 44140 La Planche.....
Le Réceptionnaire, d'une part

et

M. (1) SAS GOURMAUD SELECTION « La Seigneurtière » 85260 St-André-Treize-Voies.....
Le Livreur, d'autre part

1. OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC DES ETANGS réceptionnaire, déclare donner son accord à la SAS GOURMAUD SELECTION livreur, pour l'épandage des déjections issues de son élevage sur les parcelles exploitées par lui-même, à compter de 2023, 26.10.2023

SAS GOURMAUD SELECTION livreur, s'engage à livrer les déjections de son élevage
Type de déjections (lisier, fumier, fientes) : lisier de canards reproducteurs.....
Quantité annuelle, composition fertilisante moyenne : ou 4 050 kg N et 2 852 kg P₂O₅.

2. DESIGNATION DES BIENS FAISANT L'OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC DES ETANGS réceptionnaire, s'engage à prendre livraison des déjections précisées ci-dessus sur les parcelles exploitées par lui-même (voir liste d'épandage).

3. DUREE

Le présent contrat est établi pour une durée de (2) 5 ans.

Il prendra fin moyennant congé adressé 6 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception. Faute de congé, le présent contrat se renouvellera par tacite reconduction, pour une durée de 5 ans.

4. MODALITES D'EXERCICE : REGLEMENTATION, TRANSPORT, CONDITIONS PARTICULIERES

L'épandage sera réalisé par ETA S.p.A...... dans le respect des textes réglementaires provenant tant de la réglementation des Installations Classées que des obligations du Code de Bonnes Pratiques Agricoles applicable en zones vulnérables, notamment le respect des distances, des périodes et des quantités autorisées, sous peine d'engager sa responsabilité.

(1) Nom, Prénom, adresse. Si société, préciser la dénomination sociale et le nom du gérant

(2) La durée minimale ne peut être inférieure à cinq ans.

En zones vulnérables, le fournisseur SAS GOURMAUD SELECTION s'engage selon la réglementation vendéenne à fournir à son repreneur une analyse du produit et à la renouveler dans le cas de changement de produit (espèce ou litière).

Celui qui assure l'épandage fait son affaire personnelle des dommages causés par l'épandage.

La tenue du cahier d'épandage sera assurée par le GAEC DES ETANGS (3). Ce cahier précise les dates, doses, délais d'enfouissement et indications des parcelles réceptonnaires.

(Si le réceptonnaire assure l'épandage sur ses parcelles, il devra s'engager par cette convention à remplir un cahier d'épandage sur les parcelles mises à disposition et à en remettre une copie, à la fin de chaque année, au livreur des déjections, responsable du plan d'épandage).

Le transport des déjections sera assuré par ETA Foleau Celui qui assure le transport le fait sous sa propre responsabilité et fait son affaire personnelle des assurances.

5. RESILIATION

En dehors du cas prévu à l'article 3, chacun des contractants pourra résilier le contrat en cours à condition de prévenir l'autre par congé adressé 6 mois avant l'arrêt à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant la raison.

Le réceptonnaire s'engage à informer le livreur et l'inspecteur des Installations Classées des modifications juridiques intervenues pendant la durée et à la fin de la convention.

6. LITIGES

En cas de non respect des obligations par l'une ou l'autre des parties, la partie qui s'estime lésée pourra après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demander au tribunal compétent, l'exécution de celle-ci ou obtenir sa résiliation.

7. ENREGISTREMENT

Les parties contractantes déclarent soumettre la présente convention à l'enregistrement au droit fixe par actes innomés.

Les frais liés à cette convention seront supportés par moitié par les parties à la convention.

(signature des deux parties, précédée de la mention « Lu et approuvé »).

Fait à Virettenne le 16/12/11

Le Livreur

Le Réceptonnaire

Lu et approuvé
ORVIA
S.A.S. GOURMAUD SELECTION
La Sélection
87200 St André Troize-Voies
France

[Signature]

(3) Si livreur, le réceptonnaire devra fournir au livreur, à chaque épandage, les indications nécessaires à la tenue du cahier d'épandage.

Plan de localisation des parcelles concernées par
l'épandage d'effluents d'élevage

GOURMAUD SELECTION

"La Selgnerie" 85260 - Saint André Trézay Voies

LEZARD - Plan de plan de zonage - Février 1/2020

Limites de commune

Localisation du site d'épandage

Localisation des parcelles concernées par l'épandage d'effluents :

AVICULTEURS

A. D'origine ALP

Zones restreintes d'épandage
localisées sur les parcelles
concernées :

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

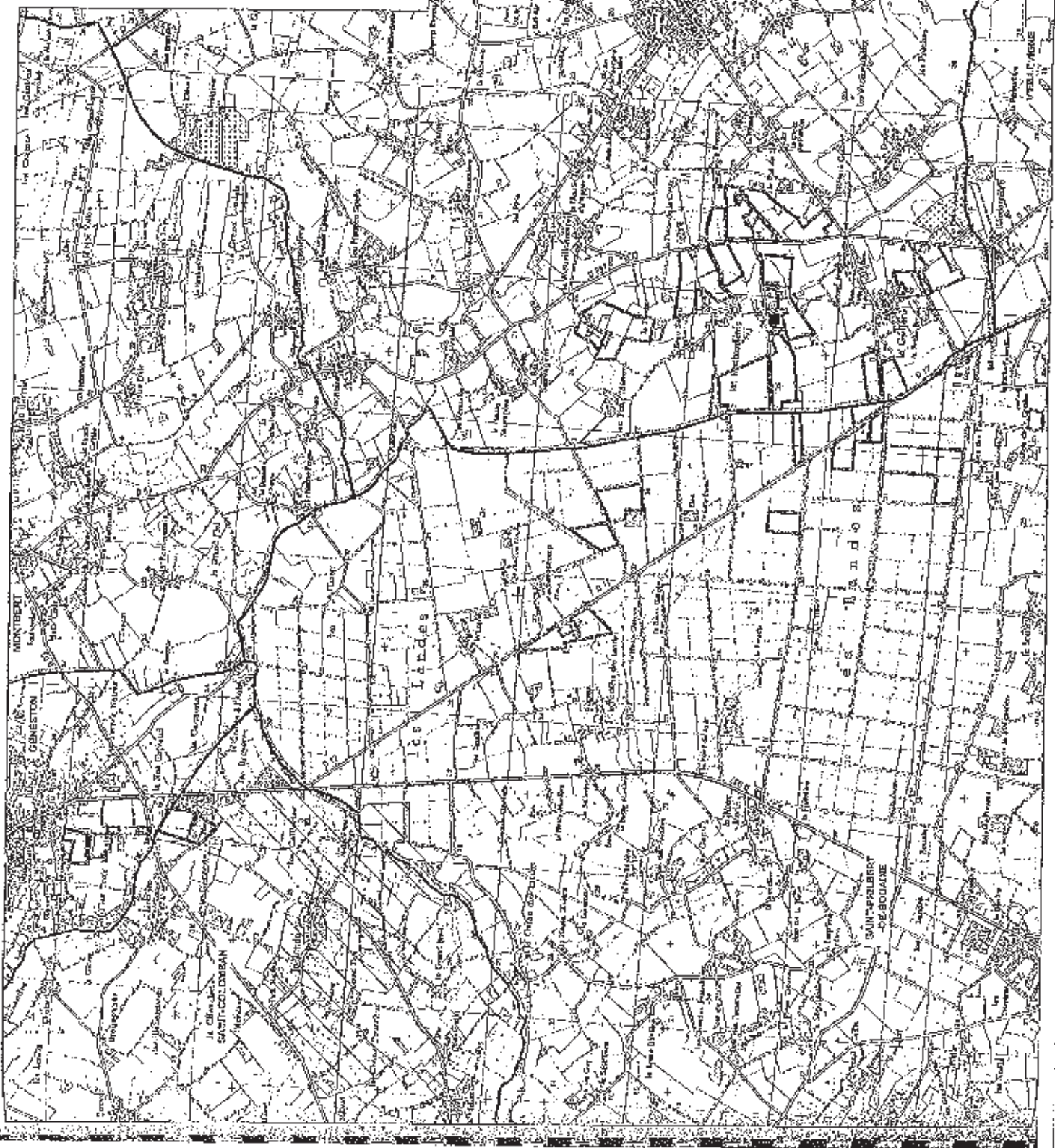
Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers

Parcelles des particuliers



CONVENTION RECIPROQUE DE RECEPTION ET DE LIVRAISON DE DEJECTIONS ANIMALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

M. (1)

GAEC GRIMAUD « Landefrère » 85660 St-Philbert-du-Bouaine.....
Le Réceptionnaire, d'une part

et

M. (1)

SAS GOURMAUD SELECTION « La Seigneurtière » 85260 St-André-Treize-Voies.....
Le Livreur, d'autre part

1. OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC GRIMAUD réceptionnaire, déclare donner son accord à la SAS GOURMAUD SELECTION livreur, pour l'épandage des déjections issues de son élevage sur les parcelles exploitées par lui-même, à compter de*1.01.2012*.....

SAS GOURMAUD SELECTION livreur, s'engage à livrer les déjections de son élevage
Type de déjections (lisier, fumier, fientes) : *lisier de canards reproducteurs... et... fumier*.....
Quantité annuelle, composition fertilisante moyenne : ou 3 650kg N et 2 570 kg P₂O₅.

2. DESIGNATION DES BIENS FAISANT L'OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC GRIMAUD réceptionnaire, s'engage à prendre livraison des déjections précisées ci-dessus sur les parcelles exploitées par lui-même (voir liste d'épandage).

3. DUREE

Le présent contrat est établi pour une durée de (2)*5*..... ans.

Il prendra fin moyennant congé adressé 6 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception. Faute de congé, le présent contrat se renouvellera par tacite reconduction, pour une durée de*5*..... ans.

4. MODALITES D'EXERCICE : REGLEMENTATION, TRANSPORT, CONDITIONS PARTICULIERES

Le Réceptionnaire pour le Fumier
L'épandage sera réalisé par *E.T.A. pour le Lisier*..... dans le respect des textes réglementaires provenant tant de la réglementation des Installations Classées que des obligations du Code de Bonnes Pratiques Agricoles applicable en zones vulnérables, notamment le respect des distances, des périodes et des quantités autorisées, sous peine d'engager sa responsabilité.

(1) Nom, Prénom, adresse. Si société, préciser la dénomination sociale et le nom du gérant

(2) La durée minimale ne peut être inférieure à cinq ans.

En zones vulnérables, le fournisseur SAS GOURMAUD SELECTION s'engage selon la réglementation vendéenne à fournir à son repreneur une analyse du produit et à la renouveler dans le cas de changement de produit (espèce ou lièvre).

Celui qui assure l'épandage fait son affaire personnelle des dommages causés par l'épandage.

La tenue du cahier d'épandage sera assurée par le GAEC GRIMAUD (3). Ce cahier précise les dates, doses, délais d'enfouissement et indications des parcelles réceptrices.

(Si le récepteur assure l'épandage sur ses parcelles, il devra s'engager par cette convention à remplir un cahier d'épandage sur les parcelles mises à disposition et à en remettre une copie, à la fin de chaque année, au livreur des déjections, responsable du plan d'épandage).

Le transport des déjections sera assuré par *le récepteur pour le livreur* *ET A. F. Jean pour le livreur*. Celui qui assure le transport le fait sous sa propre responsabilité et fait son affaire personnelle des assurances.

5. RESILIATION

En dehors du cas prévu à l'article 3, chacun des contractants pourra résilier le contrat en cours à condition de prévenir l'autre par congé adressé 6 mois avant l'arrêt à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant la raison.

Le récepteur s'engage à informer le livreur et l'inspecteur des Installations Classées des modifications juridiques intervenues pendant la durée et à la fin de la convention.

6. LITIGES

En cas de non respect des obligations par l'une ou l'autre des parties, la partie qui s'estime lésée pourra après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demander au tribunal compétent, l'exécution de celle-ci ou obtenir sa résiliation.

7. ENREGISTREMENT

Les parties contractantes déclarent soumettre la présente convention à l'enregistrement au droit fixe par actes innomés.

Les frais liés à cette convention seront supportés par moitié par les parties à la convention.

(signature des deux parties, précédée de la mention « Lu et approuvé »).

Fait à *Villeneuve* le *16/12/11*

Le Livreur

Le Récepteur

« Lu et approuvé »
GRIMAUD
SAS GOURMAUD SELECTION
Le Selgny 85160
85260 St André Trézé-Volez
FRANCE

« Lu et approuvé »
grimaud

(3) Si livreur, le récepteur devra fournir au livreur, à chaque épandage, les indications nécessaires à la tenue du cahier d'épandage.

PLAN D'EPANDAGE D'EFFLUENTS D'ELEVAGE

RELEVÉ PARCELLAIRE

Elevé :		GOURMAUD SELECTION	
Adresse :		La Seigneurie	
85260 - Saint-André-Trois-Villes			
Mises à disposition :		- GAEC GRIZALDO - GAEC MANIELO - GAEC DES ETANGS - GAEC LE COQUELAIT - GAEC VAL DE ROCHE - GAEC CHAUDRY	
NT	Production des	SA	Faire passer
CE	Cout d'élevage	20	Zone d'expérimentation
PC	Prévisions	21	Zone d'expérimentation
		22	Zone d'expérimentation
		23	Zone d'expérimentation
		24	Zone d'expérimentation
		25	Zone d'expérimentation
		26	Zone d'expérimentation
		27	Zone d'expérimentation
TOTAL page 1		TOTAL page 2	
2		3	
3		4	
4		5	
5		6	
6		7	
7		8	
8		9	
9		10	
10		11	
11		12	
12		13	
13		14	
14		15	
15		16	
16		17	
17		18	
18		19	
19		20	
20		21	
21		22	
22		23	
23		24	
24		25	
25		26	
26		27	
27		28	
28		29	
29		30	
30		31	
31		32	
32		33	
33		34	
34		35	
35		36	
36		37	
37		38	
38		39	
39		40	
40		41	
41		42	
42		43	
43		44	
44		45	
45		46	
46		47	
47		48	
48		49	
49		50	
50		51	
51		52	
52		53	
53		54	
54		55	
55		56	
56		57	
57		58	
58		59	
59		60	
60		61	
61		62	
62		63	
63		64	
64		65	
65		66	
66		67	
67		68	
68		69	
69		70	
70		71	
71		72	
72		73	
73		74	
74		75	
75		76	
76		77	
77		78	
78		79	
79		80	
80		81	
81		82	
82		83	
83		84	
84		85	
85		86	
86		87	
87		88	
88		89	
89		90	
90		91	
91		92	
92		93	
93		94	
94		95	
95		96	
96		97	
97		98	
98		99	
99		100	
100		101	
101		102	
102		103	
103		104	
104		105	
105		106	
106		107	
107		108	
108		109	
109		110	
110		111	
111		112	
112		113	
113		114	
114		115	
115		116	
116		117	
117		118	
118		119	
119		120	
120		121	

GOURMAUD SELECTION

La Societa Italiana di Scienze e Lettere - Roma

LEBENSZEIT - 70 Jahre am 1. März 1937 - 1. März 2007

www.pearson.com.au

8. *የጥቅም አገልግሎት ማስገኘት*

Detailansatz der jeweiligen Abrechnungsart

Public Comment

A Capsules: ABB
Zurich, Switzerland
Zurich, Switzerland

DATE: 11/11/2024

Prace Komisji Wiedzy o Państwie i Polityce



CONVENTION RECIPROQUE DE RECEPTION ET DE LIVRAISON DE DEJECTIONS ANIMALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

M. (1) GAEC LE COQUELAIT « La Haute Sauvagère » 44140 La Planché.....
Le Réceptionnaire, d'une part

et

M. (1) SAS GOURMAUD SELECTION « La Selgneurtière » 85260 St-André-Trezze-Voles.....
Le Livreur, d'autre part

1. OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC LE COQUELAIT réceptionnaire, déclare donner son accord à la SAS GOURMAUD SELECTION livreur, pour l'épandage des déjections issues de son élevage sur les parcelles exploitées par lui-même, à compter de 16.5.2014

SAS GOURMAUD SELECTION livreur, s'engage à livrer les déjections de son élevage
Type de déjections (Ister, fumier, fientes) : Ister de canards reproducteurs... et... Fumier.....
Quantité annuelle, composition fertilisante moyenne : ou 4 700 kg N et 3 309 kg P₂O₆.

2. DESIGNATION DES BIENS FAISANT L'OBJET DE LA CONVENTION

Le GAEC LE COQUELAIT réceptionnaire, s'engage à prendre livraison des déjections précisées ci-dessus sur les parcelles exploitées par lui-même (voir liste d'épandage).

3. DUREE

Le présent contrat est établi pour une durée de (2) 5 ans.

Il prendra fin moyennant congé adressé 6 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception. Faute de congé, le présent contrat se renouvellera par tacite reconduction, pour une durée de 5 ans.

4. MODALITES D'EXERCICE : REGLEMENTATION, TRANSPORT, CONDITIONS PARTICULIERES

Le réceptionnaire pour le fumier
L'épandage sera réalisé par ... E.T.A. ... Boleau pour le fumier... dans le respect des textes réglementaires provenant tant de la réglementation des Installations Classées que des obligations du Code de Bonnes Pratiques Agricoles applicable en zones vulnérables, notamment le respect des distances, des périodes et des quantités autorisées, sous peine d'engager sa responsabilité.

(1) Nom, Prénom, adresse. Si société, préciser la dénomination sociale et le nom du gérant

(2) La durée minimale ne peut être inférieure à cinq ans.

En zones vulnérables, le fournisseur SAS GOURMAUD SELECTION s'engage selon la réglementation vendéenne à fournir à son repreneur une analyse du produit et à la renouveler dans le cas de changement de produit (espèce ou filière).

Celui qui assure l'épandage fait son affaire personnelle des dommages causés par l'épandage.

La tenue du cahier d'épandage sera assurée par le GAEC LE COQUELAIT (3). Ce cahier précise les dates, doses, délais d'enfouissement et indications des parcelles réceptrices.

(Si le récepteur assure l'épandage sur ses parcelles, il devra s'engager par cette convention à remplir un cahier d'épandage sur les parcelles mises à disposition et à en remettre une copie, à la fin de chaque année, au livreur des déjections, responsable du plan d'épandage).

Le transport des déjections sera assuré par *le récepteur pour le fumier* ~~.....S.A. F. L. pour le fumier~~. Celui qui assure le transport le fait sous sa propre responsabilité et fait son affaire personnelle des assurances.

5. RESILIATION

En dehors du cas prévu à l'article 3, chacun des contractants pourra résilier le contrat en cours à condition de prévenir l'autre par congé adressé 6 mois avant l'arrêt à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant la raison.

Le récepteur s'engage à informer le livreur et l'inspecteur des installations Classées des modifications juridiques intervenues pendant la durée et à la fin de la convention.

6. LITIGES

En cas de non respect des obligations par l'une ou l'autre des parties, la partie qui s'estime lésée pourra après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demander au tribunal compétent, l'exécution de celle-ci ou obtenir sa résiliation.

7. ENREGISTREMENT

Les parties contractantes déclarent soumettre la présente convention à l'enregistrement au droit fixe par actes innomés.

Les frais liés à cette convention seront supportés par moitié par les parties à la convention.

(signature des deux parties, précédée de la mention « Lu et approuvé »).

Fait à *Vieille-Vigne*, le *16/12/11*

Le Livreur

Le Récepteur

Lu et approuvé
SAS GOURMAUD SELECTION
La Sclapartière
85260 St André-Trois-Voies
FRANCE

[Signature]
DURAND Bruno
GAEC Le Coquelait

(3) Si livreur, le récepteur devra fournir au livreur, à chaque épandage, les indications nécessaires à la tenue du cahier d'épandage.

Plan de localisation des parcelles concernées par
l'épandage d'effluents d'élevage

GOURMAUD SELECTION

"La Seigneurie" 85260 - Saint André Trézère Voies

LESCROC - Ayrol de s'au nord 15° - Echelle 1/25000

----- Lignes de bornes

■ Localisation du site d'élevage

Localisation des parcelles concernées par l'épandage d'effluents :

□ BARRIE COCULIAT

▲ Coteaux / DP

----- Délimitation des infrastructures

----- Irrigation

----- Reproduction

----- Implantation communale

Zones naturelles d'intérêt
écologique (ZNIE) et
touristique :

▨ ZNIE type 1

▨ ZNIE type 2

